



Comment les industriels de la défense ont fait pression pour la guerre au Yémen et ont récolté les bénéfices de la mort et de la destruction

Par [Ben Barbour](#)

Mondialisation.ca, 27 avril 2020

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#),
[Services de renseignements](#),
[Transnationales](#)

Les firmes de lobbying comme le groupe McKeon, dirigé par le lobbyiste Buck McKeon, qui était l'ancien président de la commission de Défense de la Chambre des représentants au Congrès américain, représentent à la fois des entrepreneurs de défense américains et des pays comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, qui bombardent impitoyablement le Yémen avec des armes de fabrication américaine.

Grâce à des sociétés de lobbying comme le groupe McKeon et *American Defense International*, des entreprises de défense comme *Raytheon* et *Lockheed Martin* ont dépensé des millions pour faire pression sur les membres du Congrès. Les efforts de lobbying se concentrent sur les membres influents des commissions, telles que la commission de Défense mentionnée ci-dessus. Cela incite le Congrès à approuver une législation visant à vendre des armes à des pays comme l'Arabie saoudite et à bloquer toute législation qui conteste les ventes d'armes contraires à l'éthique.

Le 9 août 2018, l'Arabie saoudite a utilisé une bombe MK-82 à guidage laser, fabriquée par le principal entrepreneur américain en matière de défense, *Lockheed Martin*, pour faire exploser intentionnellement un bus scolaire au Yémen. L'attentat a tué 44 enfants yéménites. Les bombes MK-82 sont des bombes d'usage commun, mais elles ont été vendues à l'Arabie saoudite en conjonction avec une technologie de guidage par laser qui a fait de la bombe MK-82 une munition à guidage de précision (PGM).

L'administration Obama a interdit la vente de PGM à l'Arabie saoudite en mars 2016 après que l'Arabie saoudite [a bombardé](#) un marché en plein air au Yémen et tué 97 civils. Pour ce bombardement, les Saoudiens ont utilisé une bombe MK-84 à guidage de précision, fabriqué par *General Dynamics*, un autre grand entrepreneur américain de la défense. Malheureusement, les précédentes ventes de PGM de l'administration Obama à l'Arabie saoudite ont conduit à d'autres incidents la même année, comme [le bombardement](#) d'octobre 2016 contre un funérarium à Sanaa. 155 personnes sont mortes, toutes des civils. Une bombe MK-82, similaire au modèle utilisé dans l'attentat de 2018 contre un bus, a été utilisée dans cet attentat. Cette bombe à guidage laser a également été fabriquée par *Lockheed Martin*.

En passant, l'administration Obama ne doit pas être félicitée pour avoir simplement interdit la vente de PGM à l'Arabie saoudite. Elle a aussi continué à vendre à l'Arabie saoudite

d'autres armes qui ont été utilisées pour massacrer des Yéménites, ils ont [ravitaillé](#) les bombardiers saoudiens deux fois par jour [via les avions ravitailleurs KC-135 ou KC-10 opérant depuis l'espace aérien international, au détriment des Airbus A330-MRTT de la RSAF, NdT], et ils ont fourni un soutien logistique et des renseignements aux Saoudiens via [la Cellule de planification conjointe](#).



Ces réserves mises à part, l'administration Obama a interdit la vente de PGM à l'Arabie saoudite en mars 2016. Alors, pourquoi l'administration Trump a-t-elle [annulé](#) l'interdiction des ventes de PGM à l'Arabie saoudite en 2017 ? Selon *The Nation*, rien qu'en 2018, les entreprises de défense ont [réalisé](#) plus de 5 milliards de dollars de ventes d'armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis (EAU). Dans son article, *The Nation* a identifié que l'Arabie saoudite a utilisé une bombe planante GBU-12 Paveway II – qui est une bombe à guidage laser – fabriquée par un autre grand entrepreneur de défense américain, *Raytheon*, pour faire exploser une cérémonie de mariage.

Ce sont maintenant trois entrepreneurs de défense distincts, *General Dynamics*, *Raytheon* et *Lockheed Martin*, qui ont gagné des milliards en vendant des munitions aux Saoudiens, y compris des PGM de haute technologie, qui ont été utilisés pour cibler intentionnellement des zones civiles.

Frapper des cibles avec des PGM n'est pas comme larguer des munitions ordinaires. Il est rare que des zones civiles soient prises pour cible involontairement. Ce n'est pas un accident lorsqu'un bus scolaire, un mariage ou un funérarium explosent avec une PGM. Si un allié utilise intentionnellement des PGM pour cibler de manière répétée des zones civiles, la vente de ces armes à l'acheteur rend le vendeur coupable de crimes de guerre.

Le journal *The Nation* a rendu compte des conclusions de la loi sur la divulgation des activités de lobbying. Ils ont découvert qu'en 2018, « *Boeing* a [dépensé 15 millions de dollars pour des lobbyistes](#), *Lockheed Martin* 13,2 millions de dollars, *General Dynamics* 11,9 millions de dollars et *Raytheon* 4,4 millions de dollars ». Pour comprendre comment fonctionne le [tourniquet](#) entre les membres du Congrès et les entrepreneurs de la défense, il suffit de regarder le cas de Buck McKeon mentionné plus haut. Selon *Open Secrets*, pendant son mandat au Congrès, McKeon [a reçu](#) des contributions de campagne de 192 900\$ de *Lockheed Martin*, 190 200\$ de *Northrop Grumman*, 103 050\$ de *General Dynamics* et 94 400\$ de *Boeing*.

Ils ont été ses principaux contributeurs pendant toute la durée de son mandat au Congrès. Les entreprises de défense ont soudoyé le Président de la commission de Défense de la

Chambre des représentants pour s'assurer que personne ne bloque les ventes d'armes contraire à l'éthique aux théocraties fondamentalistes, comme l'Arabie saoudite, qui perpétuent des massacres à l'étranger. McKeon représente actuellement *Lockheed Martin* et *General Dynamics* par l'intermédiaire de son cabinet de lobbying.

Tout en travaillant pour *General Dynamics* et *Lockheed Martin*, le groupe McKeon a également représenté l'Arabie saoudite. En 2018, McKeon a reçu 920 148\$ du Royaume d'Arabie saoudite pour bloquer des lois qui auraient interdit les ventes d'armes à l'Arabie saoudite.

En 2018, le groupe McKeon a fait pression sur le Président de la commission de Défense du Sénat, Jim Inhofe, pour qu'il vote contre un projet de loi qui aurait mis fin aux ventes d'armes à l'Arabie saoudite. Les entrepreneurs d'armement travaillent main dans la main avec les dictatures théocratiques à l'étranger. Ils utilisent les mêmes sociétés de lobbying pour faire pression sur le Congrès afin qu'il vote contre les projets de loi visant à mettre fin aux génocides dans des endroits comme le Yémen, le pays le plus pauvre du Moyen-Orient.

American Defense International (ADI) fait du lobbying au nom des EAU et de l'Arabie saoudite. Selon [The American Conservative](#), ADI représente également *General Dynamics*, *Northrop Grumman*, *Raytheon*, *L3 Technologies* et *General Atomics*. ADI a été chargée de faire pression sur les votes de revirement concernant les ventes de PGM « *Paveway* » aux EAU. Un entrepreneur de la défense, *Raytheon*, a versé 120 000\$ à ADI en 2018 pour ses efforts de lobbying. ADI a rencontré spécifiquement Steve Scalise, le chef de file de la majorité de la Chambre à l'époque. ADI a fait pression sur lui pour qu'il vote contre la H.Con.Res 138, un projet de loi qui a été rédigé pour retirer les États-Unis de la guerre au Yémen.

Faire exploser des enfants dans les pays pauvres est un *business model* qui marche bien. C'est une dure réalité dont on parle rarement. C'est une raison de plus pour que les États-Unis bannissent l'argent de la politique. Tant qu'il y aura un tourniquet entre les membres du Congrès et les sociétés de lobbying, la politique étrangère américaine continuera à refléter les intérêts des riches actionnaires des sociétés d'armement.

Pour une meilleure compréhension du tourniquet dans les relations entre le Congrès, le ministère de la Défense et les lobbyistes des entreprises de défense, je vous recommande de lire le chapitre 16 du livre « [The Separation of Business and State](#) ». Il donne un aperçu global du problème, du Vietnam à l'Irak.

Ben Barbour

Article original en anglais :



[How 'Defense' Contractors Lobbied for War in Yemen and Reaped the Profits from Death and Destruction](#), le 25 mars 2020

L'article en anglais a été publié initialement par [OneWorld](#).

Traduit par Michel, relu par Marcel pour [le Saker Francophone](#)

Ben Barbour est un analyste géopolitique américain.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Ben Barbour](#), Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : [Ben Barbour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca